



Ce projet est financé par
l'Union Européenne



2 juillet 2012, Amman

Communiqué de presse

Élaborer un programme commun pour la mise en œuvre de mécanismes internationaux, régionaux et nationaux qui favorisent et protègent les droits des femmes et améliorent la démocratie

Le 2 Juillet 2012, l'Initiative Féministe Euroméd (IFE-EFI), l'Organisation des femmes Arabes (AWO) et l'Institut SIGI Sisterhood is Global ont organisé une table-ronde dans le cadre d'un projet régional de deux ans « Promouvoir un agenda commun pour l'égalité entre les femmes et les hommes via le processus d'Istanbul », financé par l'Union Européenne. Dans le cadre de ce projet, l'IFE-EFI et ses partenaires en Jordanie, au Liban, en Égypte, en Tunisie et en Palestine ont lancé une campagne euro-méditerranéenne intitulée « Equality First » poussant les décideurs à promouvoir les droits des femmes comme partie constitutive du développement durable et à mettre l'égalité entre les femmes et les hommes en priorité dans leurs agendas.

Cette table-ronde, organisée en coopération avec le Ministère des Affaires parlementaires, a permis de discuter des droits des femmes et de la démocratie. Elle a cherché à consolider un dialogue entre la société civile, les acteurs de l'État et les hommes politiques sur l'avancement des droits civils, politiques, économiques, culturels et sociaux des femmes, tel qu'énoncé dans le cadre d'action d'Istanbul. Elle visait également à examiner de manière critique les défis et les opportunités que les développements ont offert aux femmes et aux droits des femmes et la manière dont les conventions internationales, les mécanismes régionaux et nationaux d'égalité des sexes peuvent être utilisés.

M. Sharari Shakhaneh, Ministre des affaires parlementaires, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné que « La Jordanie s'intéresse beaucoup à la promotion de la participation des femmes et des droits de l'homme ». L'Ambassadrice de l'Union Européenne en Jordanie, Mme Joanna Wronecka, a mis l'accent sur le fait que « l'Union Européenne va continuer de travailler avec le gouvernement jordanien afin de progresser vers la pleine participation des femmes dans la société ». M. Wajih Azaizeh, Ministre du développement social, a relevé la participation historique des femmes dans le développement de la société et a souligné la nécessité d'élargir les services sociaux, particulièrement aux régions pauvres, comme « fournir plus de garderies pour les enfants afin de permettre la participation des femmes dans la sphère publique ». La Secrétaire Générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes, Mme Asma Khader, a souligné que la nouvelle Stratégie nationale pour les femmes en Jordanie fait partie intégrante du cadre commun de mécanismes qui favorisent les droits des femmes et l'égalité entre les sexes et appuie la nécessité « d'harmoniser la législation nationale avec les normes internationales en matière de droits des femmes ».

Au cours de la table ronde, tous les intervenants ont abordé l'importance de fournir un espace pour un dialogue structurel entre les différentes parties prenantes et de renforcer la coopération entre les différentes sphères. Dr. Fawaz Ratrot, Directeur des politiques et de la gestion stratégique et porte-parole des médias du Ministère du développement social, a abordé le rôle du ministère du Développement social dans la promotion des droits des femmes et a soulevé un défi pour tous: de combler les lacunes « entre la réalité et les ambitions ».

L'ambassadrice suédoise en Jordanie, Mme Charlotta Sparre, a souligné l'importance de la coopération entre les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans le travail en faveur de l'égalité entre les sexes, tandis que Lilian Halls-French, coprésidente de l'Initiative Féministe Euroméd (IFE-EFI), a démontré le lien entre le statut de la femme dans la société et le niveau de démocratie ainsi que

l'importance de créer des mécanismes contraignants pour le suivi de la mise en œuvre des conclusions ministérielles d'Istanbul-Marrakech et des Conventions internationales. Le député, Abla Abu Ilba, a soulevé une question primordiale pour tous les politiciens et les décideurs de mettre l'égalité des sexes au cœur de leurs agendas. Mme Layla Hamarneh, directrice de Projet à l'Organisation des femmes arabes, a expliqué la nécessité d'une coopération renforcée entre les organisations et les réseaux de défense des droits de la femme non seulement à l'échelle nationale, mais aussi dans l'ensemble de la région euro-méditerranéenne, dans le but commun d'améliorer le statut de l'égalité entre les sexes et de mettre en œuvre les conclusions ministérielles d'Istanbul-Marrakech.

Les participants ont approuvé les recommandations qui seront remises au Premier ministre et aux ministères concernés, aux parlementaires et aux sénateurs, ainsi qu'aux organisations de défense des droits de la femme de la société civile.

La collaboration entre l'Initiative Féministe Euromed, l'Organisation des femmes Arabes et l'Institut Sisterhood is global et le Ministère des Affaires parlementaires est innovante dans la mesure où elle découle de l'engagement partagé d'assurer un plus grand impact en termes de droits des femmes en Jordanie et dans la région.